



*Union SNUI-SUD Trésor Solidaires
80/82 rue de Montreuil
75 011 PARIS*

*Fédération générale des retraités
fonction publique FGR-FP
20 rue Vignon
75009 PARIS*

DOSSIER DE PRESSE

Réforme fiscale et retraités : quels enjeux ?

Mars 2011

Avant propos

La situation économique et sociale actuelle montre clairement qu'une profonde réforme fiscale est nécessaire. En effet, le mécontentement devant la répartition de l'impôt est croissant, les déficits sont importants, les besoins sociaux augmentent et avec eux le besoin de services publics.

Comment financer ces besoins en hausse qui touchent aussi bien à la protection sociale qu'à l'action publique ? Globalement, on peut dire que les prélèvements, publics ou privés (c'est-à-dire le coût des assurances et des services privés), augmenteront, faute de quoi ces besoins ne seront pas pris en charge et satisfaits. Reste à savoir quels seront les prélèvements qui augmenteront : impôts directs ou indirects, prix des sociétés du secteur marchand...

Schématiquement, on pourrait résumer ainsi l'orientation du gouvernement actuel : ne pas remettre en cause les allègements fiscaux passés massivement concentrés sur les plus aisés, ajuster le cas échéant quelques impôts à la hausse (rarement les plus justes) et laisser croître le marché des complémentaires (santé, retraites...) et du secteur privé en général.

Une telle orientation fiscale pénalise, et continuera à pénaliser, l'immense majorité des salariés, des chômeurs et des retraités.

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, première organisation syndicale de la Direction générale des finances publiques (DGFIP), et la Fédération générale des retraites fonction publique (FGR-FP) ont décidé de livrer conjointement le présent dossier de presse sur les conséquences de certaines mesures déjà prises, et sur celles des pistes possibles régulièrement avancées dans le débat public sur les retraités.

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Fiche n° 1 : données générales sur les retraités	4
Fiche n° 2 : demi-part des parents célibataires, divorcés ou veufs, des hausses d'impôts ciblées mais bien réelles	5
Fiche n° 3 : financement de la dépendance, vers une hausse de la CSG ?	7
Fiche n° 4 : l'abattement de 10 % sera-t-il remis en cause ?	8
Fiche n° 5 : exemple chiffré	9
Fiche n° 6 : fiscalité du patrimoine, quelle convergence fiscale franco-allemande ?	10
Fiche n° 7 : motion de la FGR-FP sur la fiscalité	12
Annexe	14

Fiche n° 1

Données générales sur les retraités

Le niveau de vie des retraités

En 2009, près de 15 millions de personnes étaient à la retraite. Pour elles, tous régimes confondus, la pension moyenne de droit direct s'élevait à 1 196 euros (pension de base et complémentaire).

Par ailleurs, au 1^{er} janvier 2008, 600 000 personnes percevait le minimum vieillesse (633 euros mensuels en 2008 pour une personne seule et 1 136 euros pour un couple). Il existe des écarts importants entre femmes et hommes : 825 euros mensuels contre 1 426 pour les hommes.

Il existe également des régimes facultatifs d'épargne retraite, mais ceux-ci sont utilisés par une minorité de retraités et ne représentent pas des montants très importants. Comme le note l'INSEE¹, « *les divers dispositifs de retraite supplémentaire facultative totalisent plus de 125 milliards d'euros d'encours en 2008, mais ne représentent respectivement que 2 % et 5 % des montants totaux de prestations et de cotisations. En 2008, les produits d'épargne retraite individuels souscrits hors du cadre professionnel représentent 800 000 bénéficiaires d'une rente et trois millions d'adhérents dont plus de deux millions pour le seul plan d'épargne retraite populaire (PERP)* ».

Evolution des montants des pensions moyennes brutes

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Pensions de base	775	796	816	839	869	882
Pensions complémentaires	387	397	408	419	433	442
Ensemble des pensions	1 034	1 065	1 099	1 132	1 176	1 196

(Source : INSEE)

Pour information, la répartition de la population par sexe et âge au 1er janvier 2011 en %

	Femmes	Hommes	Ensemble
Moins de 15 ans	17,5	19,6	18,5
15-24 ans	11,8	13,0	12,4
25-34 ans	12,0	12,6	12,3
35-44 ans	13,4	13,8	13,7
45-54 ans	13,5	13,8	13,6
55-64 ans	12,7	12,8	12,7
65-74 ans	8,2	7,6	7,9
75 ans ou plus	10,9	6,8	8,9
Ensemble	100,0	100,0	100,0

(Source : Insee, estimations de population - résultats provisoires arrêtés fin 2010).

¹ INSEE, *Les tableaux de l'économie française*, édition 2001, disponible sur le site à l'adresse suivante : http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=T11F056

Fiche n° 2

Demi-part des parents célibataires, divorcés ou veufs, des hausses d'impôts ciblées mais bien réelles...

Certains contribuables dits « parents isolés (célibataires, divorcés ou veufs), vivant seul et ayant eu un enfant décédé après l'âge de 16 ans, ou par suite de fait de guerre ou vivant seul et ayant au moins un enfant majeur imposé séparément, bénéficiaient de longue date d'une demi-part supplémentaire qui leur permettait de réduire sensiblement leur impôt sur le revenu.

En 2010, ce sont 4,47 millions de contribuables qui ont bénéficié de cette demi-part dont le coût budgétaire annuel s'élève à 1,5 milliard d'euros.

Ce coût, qui peut paraître élevé de prime abord, doit être resitué dans son contexte : le coût de l'ensemble des mesures fiscales dérogatoires à l'impôt sur le revenu s'élève à plus de 38 milliards d'euros par an et les niches fiscales dans leur ensemble tous impôts confondus représentent un manque à gagner annuel d'environ 75 milliards d'euros...

Une hausse de l'impôt sur le revenu discrète, mais bien réelle

Depuis l'imposition des revenus 2009, les conditions permettant de bénéficier de cette demi-part ont été durcies. Désormais, la demi-part n'est maintenue que pour les parents isolés pouvant prouver qu'ils ont élevé seuls un enfant pendant au moins cinq ans.

Compte tenu de l'évolution de la structure familiale en France (séparation, recomposition, vie en concubinage...), de nombreux contribuables, dont des retraités, vont perdre le bénéfice de cette demi-part. Au moins 2,5 millions de contribuables sont concernés, ils en perdront le bénéfice. Au passage, ceci procurera à l'Etat plus de 900 millions d'euros de recettes supplémentaires.

Pour ces contribuables, qui ne respectent donc plus les nouvelles conditions, la suppression se fera d'ici 2013. Ainsi, le plafond de la réduction s'abaissera progressivement : il passera de 855 euros au titre de l'imposition des revenus 2009 à 570 euros au titre de l'imposition des revenus 2010 puis à 285 euros au titre de l'imposition des revenus 2011 et disparaîtra ensuite pour l'imposition des revenus 2012.

Exemple

M. Martin, retraité, est célibataire, il déclare 17 000 euros de pension de retraites (soit une pension de 1 416 euros par mois, un niveau de revenu inférieur au revenu médian en France).

- Avec le bénéfice de cette demi-part, son impôt sur le revenu s'élève à 0 euro.
- Sans le bénéfice de cette demi-part, il paiera 561 euros d'impôt sur le revenu.

Des hausses pour les impôts locaux qui prennent diverses formes

Le durcissement des conditions d'attribution de cette demi-part revient donc à augmenter l'impôt sur le revenu. Mais dans certains cas, ce sont également les impôts locaux qui risquent d'augmenter. Il en va ainsi des contribuables qui jusqu'ici, bénéficiaient de la demi-part bénéficiant à certains parents isolés et, sous certaines conditions (d'âge et de ressources) de l'exonération de taxe foncière ou de taxe d'habitation.

En effet, la perte de la demi-part se traduira par le rehaussement mécanique du seuil au-delà duquel une exonération de taxe foncière ou un dégrèvement voire un plafonnement de taxe d'habitation sont possibles. En clair, ce rehaussement se traduira par une perte du droit à exonération ou à dégrèvement ou par un relèvement du plafond de la taxe d'habitation, ce qui augmentera d'autant la taxe foncière ou la taxe d'habitation...

Il s'agit d'une véritable double peine pour des contribuables victimes des effets de seuil dont les exemples suivants montrent un rapide aperçu.

→ *Un plafonnement de la taxe d'habitation en hausse*

Le revenu fiscal de référence de M. Martin est de 14 162 euros. Sa taxe d'habitation « brute » (hors dégrèvement) s'élève à 600 euros.

- Avec la demi part, il peut bénéficier du plafonnement de sa taxe d'habitation, laquelle s'élève à 263 euros.
- Sans la demi-part, le plafonnement est applicable, mais il est relevé, de sorte que le montant à payer au titre de sa taxe d'habitation s'élève à 313 euros.

→ *La perte de l'exonération pour la taxe d'habitation et la taxe foncière*

Pour les personnes de plus de 60 ans, les conditions de ressources pour bénéficier en 2010 d'une exonération totale de taxe d'habitation et de taxe foncière sur les propriétés bâties sont les suivantes : le revenu fiscal de référence qui figure sur l'avis d'impôt sur les revenus 2009 ne doit pas être supérieur à 9 876 euros pour la première part de quotient familial, majoré de 2 637 euros pour chaque demi-part supplémentaire.

Ceci signifie que certains contribuables, dont le revenu fiscal de référence est situé, grâce à la demi-part dont ils bénéficient, entre 9 876 et 12 513 euros (soit 9 876 + 2 637 euros) vont perdre le bénéfice de l'exonération de leur taxe d'habitation et de taxe foncière. Or, compte tenu du niveau de pensions de nombreux retraités, il y a tout lieu de craindre que de nombreux contribuables retraités se retrouveront à perdre le bénéfice d'une exonération et à payer à « taux plein » leurs impôts locaux.

→ *La perte de certains abattements*

Signalons également que la commune, le département ou le groupement de communes peut décider d'appliquer cet abattement en faveur des personnes à revenus modestes. Cet abattement, destiné aux personnes de condition modeste, s'applique à la résidence principale.

Pour les personnes bénéficiant d'une part, le seuil limite s'élève à 9 876 euros, pour les personnes bénéficiant d'une part et demie, il s'élève à 12 513 euros. Certains contribuables situés entre ces deux montants perdront le bénéfice de l'abattement (au taux pouvant être de 5, 10 ou 15 %) décidé par les collectivités locales mentionnés ci-dessus.

Et la redevance audiovisuelle...

Pour certains contribuables qui étaient exonérés de taxe d'habitation, la perte de l'exonération aura pour conséquence le paiement de la redevance audiovisuelle. Notons qu'en 2010, la redevance s'élevait tout de même à 121 euros.

- - -

Le gouvernement a supprimé cette demi-part en arguant qu'il fallait réduire les niches fiscales. Cet argument, très cynique, cache les réelles intentions fiscales du gouvernement : préserver de véritables acquis et privilèges fiscaux et augmenter l'impôt du plus grand nombre, c'est-à-dire des classes moyennes notamment, parmi lesquelles les retraités. C'est également cette approche qui a conduit à revoir le régime des mariés et à l'imposition de la moitié des indemnités journalières.

Ces mesures ne constituent pas une priorité fiscale : celle-ci consiste en revanche à dresser un bilan des niches fiscales, notamment de celles qui conduisent à alléger l'impôt des plus riches, en contradiction complète avec le principe selon lequel la contribution commune doit tenir compte des facultés contributives. Ceci devrait donc contribuer à rééquilibrer l'imposition des revenus et à renforcer sa progressivité, ce que le gouvernement se refuse manifestement de faire...

Fiche n° 3

Financement de la dépendance, vers une hausse de la CSG ?

Le débat sur la prise en charge de la dépendance, dans un contexte de fortes pressions sur les finances publiques, a relancé le débat sur la place de la contribution sociale généralisée (CSG). Ce débat est également alimenté par les diverses propositions de fusionner la CSG et l'impôt sur le revenu. La CSG sera donc très probablement au centre de plusieurs débats sur l'évolution du système fiscal.

Pour les retraités, qui sont assujettis à la CSG à hauteur de 6,6 %, ce débat n'est pas neutre, il peut avoir des conséquences importantes sur le pouvoir d'achat.

Rappels sur la CSG

La CSG a été créée en février 1991. Fixée au taux de 1,1 %, elle atteint aujourd'hui 7,5 % sur les revenus d'activité. Son rendement est supérieur à celui de l'impôt sur le revenu : 80 milliards d'euros en 2010 au lieu de 55 milliards pour l'impôt sur le revenu.

La CSG recèle plusieurs facettes : prélèvement sur le revenu affecté à la sécurité sociale, elle est proportionnelle au revenu (les salariés supportent ainsi tous un taux de 7,5 %, les retraités de 6,6 %), pour partie déductible (elle présente ainsi les caractéristiques d'une cotisation sociale pour les salariés). Elle impose également les revenus de remplacement et, surtout, du patrimoine. Alors que ces deux prélèvements constituent l'imposition directe des revenus, c'est la CSG qui, de loin, est le plus rentable. Enfin, signalons que des exonérations et un taux réduit (3,8 %) sont également prévus suivant le revenu fiscal de référence.

Quels enjeux ?

La question du financement de la « dépendance » a donc relancé celui sur l'évolution de la CSG. Ce prélèvement, au centre des débats fiscaux, suscite l'intérêt : assiette large, rendement élevé, taux proportionnel, il séduit de nombreux responsables politiques de tous bords.

Ainsi, pour financer cette éventuelle nouvelle branche « dépendance, » le rapport d'information de la Commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale du 23 juin 2010² porte la proposition suivante :

« Proposition n° 13 : Revoir les taux de la contribution sociale généralisée applicable aux pensions de retraite afin d'aménager une meilleure progressivité de ces derniers en fonction des montants de ces pensions et appliquer un taux de 7,5 % aux montants les plus élevés. »

Une telle proposition, si elle était mise en œuvre, consisterait à aligner le taux de CSG des retraités (6,6 %) sur celui des actifs (7,5 %). Cet alignement représenterait une hausse de 13,6 % de la CSG. Concrètement, cela se traduirait de la manière suivante.

→ *Vers une hausse de la CSG plutôt qu'une réforme ?*

Pour une pension de 1 500 euros, la CSG s'élève actuellement à 100 euros. Elle serait portée à 113 euros si le taux était porté à 7,5 %, soit une ponction annuelle supplémentaire de 1 350 euros.

- - -

Le financement de la « dépendance/perte d'autonomie » doit évidemment être assis sur une assiette large faisant contribuer tous les revenus. Mais la structure de ce financement doit tenir compte des capacités contributives, ce qui suppose de faire évoluer la CSG vers une contribution progressive.

² Rapport d'information de la Commission des affaires sociales sur la prise en charge des personnes âgées dépendantes, 23 juin 2010. Voir : <http://www.assemblee-nationale.fr/13/rap-info/i2647.asp>

Fiche n° 4

L'abattement de 10 % sera-t-il remis en cause ?

En application de l'article 158 du CGI, les pensions et retraites font l'objet d'un abattement de 10 % dont le montant est compris entre un minimum, apprécié par retraité ou pensionné membre du foyer fiscal, et un plafond, calculé sur le montant total des pensions et retraites perçues par l'ensemble des membres du foyer fiscal. Pour l'imposition des revenus de 2010, le montant minimum de l'abattement spécifique de 10 % sur le montant des pensions et retraites est de 374 euros, le montant maximum est de 3 660 euros.

Parmi les pistes sur lesquelles le gouvernement semble travailler pour dégager des ressources figure la remise en cause de cet abattement de 10 % à l'impôt sur le revenu dont bénéficient également les salariés.

L'abattement de 10 % est-il une « niche fiscale » ?

En 2010, le coût budgétaire de cet abattement était de 2,6 milliards d'euros. Plus de 13 millions de foyers fiscaux en bénéficient. Ce coût doit être rapporté au coût global des niches fiscales : 75 milliards d'euros pour 2010 dont plus de 37 milliards d'euros pour le seul impôt sur le revenu. Il faut distinguer plusieurs « familles » de niches fiscales : certains poursuivent des buts « sociaux » (réduction d'impôt pour frais de dépendance, prime pour l'emploi, exonération des intérêts de livrets d'épargne réglementés), d'autres s'adressent à un public large (constitué de classes moyennes et aisées notamment comme les dispositions en faveur des travaux dans l'habitation principale) et d'autres s'adressent aux classes aisées et aux plus riches.

L'abattement de 10 % n'est pas une niche fiscale à proprement parler : ses bénéficiaires ne peuvent pas l'actionner volontairement car il résulte d'une situation donnée. En ce sens, on ne peut pas retoucher à cette disposition en invoquant la lutte contre les niches fiscales.

En la matière, les priorités sont ailleurs, parmi les quelques 250 mesures fiscales dérogatoires à l'impôt sur le revenu dont le coût représente près des deux tiers de son rendement, il existe de véritables niches fiscales qui sont utilisées dans des stratégies complexes de défiscalisation de sorte qu'au-delà d'un certain de niveau de revenu, le taux réel (ou taux effectif) d'imposition diminue, inversement au principe de l'impôt progressif qui veut justement que le taux réel d'imposition augmente avec le revenu.

Il est utile de rappeler les données de la Commission des finances de l'Assemblée Nationale³ qui a dressé un bilan similaire et a dénoncé une véritable « régressivité de l'impôt » du fait des niches fiscales : « *La très forte concentration du recours aux réductions et crédits d'impôt est également attestée par les chiffres suivants :*

- les 100 000 contribuables réduisant le plus leur impôt en valeur absolue le réduisent chacun, en moyenne, de 15 240 euros pour une dépense fiscale totale de 1 524 millions d'euros (...);
- les 100 contribuables réduisant le plus leur impôt en valeur absolue le réduisent chacun, en moyenne, de 1 132 160 euros pour une dépense fiscale totale de 113 millions d'euros, soit 85 % de la cotisation d'impôt résultant du barème. »

Quel impact d'une remise en cause de cet abattement ?

Si l'abattement de 10 % était remis en cause, cela se traduirait par une hausse d'impôt sensible pour les retraités qui en bénéficient.

Ainsi, pour un retraité déclarant 18 000 euros de pension annuelle, l'impôt à payer s'élève actuellement à 711 euros, il s'élèverait à 1019 euros en l'absence d'abattement soit environ 300 euros de plus (soit une hausse de 42 % !).

Un tel projet fragiliserait la situation des plus précaires : il doit donc être abandonné.

³ Rapport d'information n° 946 du 5 Juin 2008 sur les niches fiscales de la Commission des Finances, de l'économie générale et du plan de l'Assemblée Nationale.

Fiche n° 5 Exemple chiffré

Reprenant les éventuelles pistes analysées dans le présent dossier, nous livrons ici ce que pourrait subir un retraité se retrouvant à payer les conséquences de ces pistes.

M. Martin est veuf. Il bénéficiait d'une demi part supplémentaire mais, n'en respectant plus exactement les nouvelles conditions d'attribution, il va en perdre le bénéfice. Ceci implique les conséquences financières suivantes.

M. Martin déclare 1 500 euros de pension, soit 18 000 euros annuels de pension. C'est son seul revenu.

- *Avec 1,5 part (situation actuelle), son impôt sur le revenu est égal à 63 euros.*
- *Sans la demi part (situation nouvelle), son impôt sur le revenu s'élèvera à 711 euros, soit une hausse de 648 euros.*
- *Si, en plus, il perd le bénéfice de l'abattement de 10 %, son impôt s'élèvera à 1 019 euros, soit une hausse de 956 euros.*

L'impact de la CSG est également sensible comme on l'a vu. Au cas particulier, alors qu'il paie 100 euros de CSG par mois, il paierait, si un alignement avec les actifs était décidé, 113 euros par mois.

Enfin, M. Martin paie 500 euros de taxe d'habitation. Son revenu fiscal de référence est de 15 044 euros. Il peut donc bénéficier actuellement d'un plafonnement de sa taxe d'habitation.

La perte de la demi-part aura cependant une incidence sur le calcul de ce plafonnement, donc sur le montant à payer.

- *Avec 1,5 part, la taxe d'habitation plafonnées s'élève à $500 - 294$ (montant du dégrèvement) = 206 euros.*
- *Avec 1 part, elle s'élève à 344 euros, soit une hausse de 138 euros.*

Au total, dans notre exemple, et dans l'hypothèse où ces mesures étaient décidées, la charge supplémentaire pourrait s'élever à :

	<i>Avant</i>	<i>Après</i>
Impôt sur le revenu	63	1 019
CSG annuelle	1 200	1 356
TH	206	344
Total	1 469	2 719

Soit un total de 1 250 euros, presque un mois de pension (1500 Euros) : sa charge fiscale sur un an aura presque doublée !

Les conséquences de ces mesures, pour partie déjà décidées (suppression de la demi-part) sont particulièrement néfastes sur le revenu disponible des retraités. Elles sont non seulement inacceptables en l'état, et d'autant plus injustes qu'aucune réforme fiscale visant à rééquilibrer le système fiscal n'est engagée. Pire, la seule réforme annoncée consiste à se débarrasser d'un symbole encombrant (le bouclier fiscal) mais à poursuivre l'allègement de la fiscalité du patrimoine des ménages aisés.

Fiche n° 6

Fiscalité du patrimoine : l'alibi de la convergence fiscale franco-allemande

Quelle convergence fiscale franco-allemande ?

Tout le démontre aisément : la question de la fiscalité et, plus largement, de la répartition des richesses, est plus que jamais au centre des enjeux. Plus personne ne peut en effet croire aujourd'hui à un discours politique qui se bornerait à promettre des baisses d'impôt comme cela a été très (trop) souvent le cas auparavant. La crise, mais aussi le sentiment justifié et largement partagé dans la population qu'une fiscalité à deux vitesses s'est progressivement mise en place au profit des plus aisés, sont autant d'éléments qui créent des conditions favorables à un vrai débat fiscal.

Mais pour utile et intéressant qu'il soit, ce débat n'en demeure pas moins sujet à instrumentalisation afin de justifier, à l'avenir, des mesures contestables sur le plan de la justice fiscale. En témoignent par exemple le thème de la convergence franco-allemande et la proposition de supprimer l'ISF et le bouclier en contrepartie d'un léger rehaussement de l'impôt sur le revenu. En témoigne également le débat sur le relèvement de la TVA en contrepartie d'une baisse des cotisations sociales patronales (la fameuse « TVA sociale »).

Car en dépit du changement notable de ton, le débat actuel montre que les objectifs des nombreux néolibéraux de tout poil demeurent inchangés : en finir avec l'ISF donc avec toute forme d'imposition du stock de patrimoine et privilégier les impôts sur la consommation comme la TVA. Pour ce faire, il est aisé de faire son marché dans les mesures qui, ici ou là, peuvent venir à l'appui de ce type de proposition. L'Allemagne offre ici une opportunité au discours progouvernemental : elle n'a pas d'ISF (ni, d'ailleurs, de bouclier fiscal...) et elle a relevé la TVA pour contribuer au financement de son système de protection sociale.

Il y a fort à parier que ceci sera martelé dans les prochains mois. Mais on devrait moins entendre, notamment de la part du gouvernement, que l'impôt sur le revenu, méthodiquement détricoté en France depuis 10 ans, représente 9,8 % du produit intérieur brut en Allemagne contre 7,5 % en France, ou que le taux normal de TVA est de 19 % en Allemagne après relèvement contre 19,6 % en France, là où certains proposent de le relever.

La convergence avec l'Allemagne risque donc d'être un alibi de contre-réformes mal assumées. Que faire ? Il est urgent de réhabiliter les fondamentaux de l'impôt, de montrer ce qu'il permet (réduire les inégalités, financer les services publics...) et de porter une approche qui fait de la justice fiscale et sociale, donc d'une plus juste répartition des richesses, un choix de société assumé. Les questions fondamentales du débat fiscal n'ont pas varié, il s'agit de savoir ce que l'on finance et qui va payer, avec un élément à ne pas négliger : durant des années, les baisses d'impôt (impôt sur le revenu, ISF, droits de donation et de succession...) ont été justifiées au nom de la croissance et de l'emploi. Mais le résultat est autre : ces baisses ont surtout alimenté tout à la fois la dette publique (depuis 2000, les baisses des taux du barème de l'impôt sur le revenu représentent un coût cumulé en dix ans de plus de 100 milliards d'euros) et les inégalités de revenus et de patrimoines.

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires concluait dans ces termes sa note d'actualité du 27 janvier 2011⁴ consacrée à la convergence fiscale franco-allemande : « *Toutes les conditions semblent réunies pour mettre en œuvre une « réforme » au fond très politique mais qui ne ressemble en rien à une véritable convergence. Celle-ci supposerait en effet de rapprocher les assiettes par exemple, des principaux impôts des deux systèmes fiscaux. Cette convergence de fond n'est pas envisagée. Ce qui est invoqué, c'est plutôt une convergence « à la carte » sur la base d'une orientation fiscale au fond inchangée. Le débat sur la fiscalité d'après crise et sur son rééquilibrage reste donc ouvert ...* ».

⁴ Note d'actualité du 27 janvier 2011 : *Quelle convergence fiscale franco-allemande ?* Disponible sur le site à l'adresse suivante : http://www.snui.fr/gen/cp/dp/dp2011/Note_convergence_francoallemande_260111.pdf

Quelle réforme fiscale ?

La réforme de la fiscalité du patrimoine du gouvernement poursuit un objectif politique : supprimer le bouclier fiscal, véritable boulet politique, et poursuivre l'allègement de la fiscalité du patrimoine. A l'heure où le présent dossier est bouclé, les mesures précises ne sont pas connues. Seules des hypothèses sont avancées. Elles ont été commentées dans un communiqué de presse de l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires le 4 mars 2011.

Communiqué de presse du 4 mars 2011

Fiscalité du patrimoine : impact de la réforme envisagée

La réforme de la fiscalité du patrimoine entre dans une nouvelle phase.

Si l'on en croit certaines informations parues dans la presse, deux pistes sont envisagées.

1/ L'une porterait sur l'accroissement du patrimoine mais semble très complexe, elle est d'ailleurs critiquée par de nombreux responsables politiques de la majorité. Elle pénaliserait notamment les détenteurs d'assurance vie et reviendrait à imposer les revenus par anticipation sans taxer le stock de patrimoine.

2/ La seconde option, la piste qui semble sérieusement envisagée, consisterait à établir un ISF applicable lorsque le patrimoine net imposable dépasse 1 300 000 euros, comportant deux tranches, la première allant de 0 à 3 millions d'euros (avec un taux d'imposition de 0,25 %) et la seconde au-delà de 3 millions d'euros (avec un taux d'imposition de 0,5 %).

Ce nouvel ISF se traduirait concrètement ainsi :

- Un redevable disposant d'un patrimoine net imposable à l'ISF de 3 millions d'euros paie aujourd'hui 16 555 euros. Avec une telle réforme, il paierait demain 7 500 euros.

- Un redevable disposant d'un patrimoine net imposable à l'ISF de 10 millions d'euros paie aujourd'hui 112 250 euros d'ISF. Il paierait demain 42 500 euros.

- Un redevable disposant d'un patrimoine net imposable à l'ISF de 100 millions d'euros paie aujourd'hui 1 722 065 euros d'ISF (soit un taux effectif d'imposition de 1,7 %). Il paierait demain 492 500 euros.

- Un redevable disposant d'un patrimoine net imposable à l'ISF de 500 millions d'euros paie aujourd'hui 8 922 065 d'euros d'ISF (taux effectif d'imposition de 1,72 %). Il paierait demain 2 492 500 euros.

Une telle réforme se traduirait donc par un allègement conséquent qui se retrouve au niveau des simulations publiées : le nouvel impôt rapporterait 2,5 milliards d'euros au lieu de 4 milliards d'euros aujourd'hui. Il resterait donc à combler le manque à gagner, ce que la suppression du bouclier fiscal ne suffirait pas à faire.

En outre, la déclaration serait « simplifiée » : le détail des évaluations patrimoniales (portefeuille d'actions, résidences secondaires, liquidités, résidence principale...) ne figurerait plus dans la déclaration, laquelle comporterait une simple évaluation globale de l'ensemble du patrimoine. L'administration fiscale serait privée des éléments que tout système déclaratif doit comporter, dont la contrepartie est le contrôle. Celui-ci serait rendu extrêmement difficile. Autant assumer l'idée d'un appel à la charité des plus aisés pour qu'ils versent l'obole de leur choix...

Une véritable réforme de la fiscalité du patrimoine consisterait plutôt à réformer l'ISF, de sorte que son assiette soit élargie et refondue : un abattement en montant sur la résidence principale contribuerait à rééquilibrer l'ISF et les niches fiscales seraient supprimées ou, à tout le moins, fortement revues à la baisse. Au final, cet impôt doit réellement imposer les patrimoines les plus importants, donc les contribuables les plus aisés.

Fiche n° 7

Motion de la FGR-FP sur la fiscalité

"La contribution commune aux charges de la Nation doit être également répartie entre tous les citoyens en raison de leurs facultés". (Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 - article 13). Cette conception républicaine fondamentale est gravement remise en cause par les attaques systématiques contre la progressivité de l'impôt. La FGR-FP estime que l'impôt doit assurer un service public vaste et de qualité et permettre une juste redistribution de la richesse nationale.

Elle dénonce l'idéologie dominante actuelle, mise en œuvre par le gouvernement français, l'Union Européenne et la plupart des institutions internationales, en particulier le FMI et l'OCDE. Au nom du « moins d'Etat, moins d'impôt », elle met en place une société ultralibérale. En creusant la dette, par manque de recettes, elle organise le démantèlement et la privatisation des services publics.

Une dérive inégalitaire

La FGR-FP dénonce la dérive inégalitaire de l'impôt au cours des dernières années. L'impôt est transféré des revenus du capital vers ceux du travail, des entreprises vers les ménages, des contribuables aisés vers les contribuables moyens et modestes, de l'impôt direct vers l'impôt indirect mais aussi de la fiscalité d'Etat vers la fiscalité locale. Peu à peu s'opère un glissement de l'impôt progressif vers l'impôt proportionnel. Cette évolution est aggravée par les réformes successives depuis 2006.

La FGR-FP dénonce l'évasion et la fraude fiscale qui atteignent des sommes comparables au déficit budgétaire de l'Etat. Elle demande que les moyens juridiques et humains nécessaires soient affectés à la lutte contre ces infractions et délits. Elle demande une remise en ordre des niches fiscales dans un souci d'équité. Elle rappelle en outre que l'assiette, le recouvrement et le contrôle de l'impôt sont des missions qui doivent être assurées par des services de l'Etat.

Un système juste et solidaire doit s'inspirer de quelques principes.

Pour les impôts d'Etat, il faut donner la priorité à l'impôt progressif sur le revenu, plus juste que l'impôt proportionnel, réduire la part de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A) dans les recettes fiscales, imposer les entreprises sur tous leurs bénéfices, leurs plus-values financières et immobilières et parvenir à une juste taxation des revenus du capital, sous imposés par rapport à ceux du travail, notamment par la suppression de tout prélèvement libératoire.

Pour les impôts locaux il est nécessaire de réactualiser les bases d'imposition et mieux prendre en compte les facultés contributives de chacun, de réduire les inégalités géographiques et développer des mécanismes transparents de péréquation, La FGR-FP condamne la réforme de la taxe professionnelle qui aboutit à transférer la charge de l'impôt des entreprises vers les particuliers et pénalise les finances des collectivités locales. Il est nécessaire de lutter contre les effets pervers et inégalitaires de la décentralisation, en accompagnant systématiquement les transferts de compétence de tous les financements nécessaires à hauteur des besoins réactualisés.

A partir de ces principes, pour l'impôt sur le revenu, la FGR-FP préconise de refuser la retenue à la source, contraire au principe républicain de contribution volontaire et discriminatoire au détriment des salariés, retraités et chômeurs, d'améliorer la progressivité du barème en augmentant le nombre de tranches, de relever les taux d'imposition des tranches supérieures du barème, de soumettre au barème progressif les revenus des capitaux mobiliers, les plus-values immobilières et les salaires déguisés de dirigeants et cadres d'entreprises, notamment sous la forme de «stock- options», «parachutes dorés» et «retraites chapeaux» ainsi que de rejeter la taxation des indemnités journalières d'accidents du travail.

Quant aux impôts sur la consommation, la FGR-FP préconise d'appliquer la T.V.A au taux zéro sur les produits de première nécessité, de rétablir le taux majoré sur les produits de luxe, de poursuivre l'abaissement des taux sur les autres produits et services, d'exiger que les baisses de taux soient effectivement répercutées sur les prix et de rétablir le mécanisme de la TIPP flottante. Pour les autres impôts, elle estime nécessaire de refonder l'imposition du patrimoine et de sa transmission, d'élargir l'assiette et augmenter le taux de l'impôt de solidarité sur la fortune (I.S.F), de supprimer le « bouclier fiscal », injuste, inefficace et onéreux pour la Nation et de relever de 33 à 50 % le taux de l'impôt sur les bénéfices distribués par les sociétés et le moduler en fonction de leur politique en matière d'investissement, de recherche, d'emploi et d'environnement.

Une concurrence fiscale européenne néfaste

La FGR-FP dénonce la concurrence fiscale entre les états membres de l'Union Européenne, préjudiciable à l'emploi, aux droits sociaux et aux services publics. Elle propose d'instaurer un espace juridique, fiscal et social européen, de lutter contre le dumping fiscal et social par l'harmonisation des bases imposables et le rapprochement des taux et de mettre en place les instruments nécessaires à cette fin (serpent fiscal), de combattre la fraude par la suppression réelle des paradis fiscaux, la levée du secret bancaire et la mise en œuvre d'une politique de coopération et de coordination des administrations fiscales au plan européen et de taxer les opérations et transactions financières internationales. Elle estime qu'une fiscalité écologique ne peut se concevoir qu'au niveau européen, de manière globale, afin de lutter contre toutes les pollutions.

La fiscalité des retraités

Enfin, dans l'immédiat, la FGR-FP dénonce les mesures discriminatoires qui frappent les retraités et exige pour eux le bénéfice de l'abattement de 10 % dans des conditions identiques à celles applicables aux actifs, le rétablissement aux conditions antérieures de la demi-part supplémentaire au profit des personnes célibataires, divorcées, veuves ou pacsées, ayant élevé un ou plusieurs enfants, l'extension aux retraités employeurs de personnel à domicile du crédit d'impôt accordé actuellement aux seuls actifs, l'instauration d'un crédit d'impôt au profit des personnes dépendantes à domicile ou en structure, au titre des frais d'hébergement et de dépendance, à 50 % des sommes versées dans la limite du plafond fixé par la loi, la pérennisation de l'exonération de la taxe audiovisuelle pour les retraité(e)s de plus de 60 ans non imposé(e)s sur le revenu ainsi que l'octroi d'un crédit d'impôt pour les cotisations d'assurance complémentaire santé versées par les fonctionnaires actifs et retraités.

La FGR-FP : la Fédération Générale des Retraités de la Fonction Publique

La FGR-FP, c'est quoi ?

Créée le 20 juin 1936 de la volonté de syndicalistes enseignants pour défendre les intérêts des retraités, notamment en matière de revalorisation des pensions, la FGR-FP regroupe principalement des syndicats de tous les métiers de l'éducation nationale (enseignants et administratifs), mais également des syndicats d'autres ministères, agriculture, intérieur, finances ainsi que des associations d'ingénieurs, d'assistants du service social, et enfin des adhérents directs qui sont rattachés aux structures locales. Elle a vocation à recruter dans les trois Fonctions Publiques (Etat, hospitalière, territoriale).

Le nombre total des adhérents est de 55 000 (48 000 qui dépendent de structures syndicales et le reste en adhésion géographique directe).

A l'initiative de la FGR-FP, un Pôle de retraités a été constitué sous forme associative. Il regroupe des structures représentatives des intérêts des retraités de la poste et de France-télécom, des officiers marinières, des personnels de la gendarmerie, de la police et représente en tout 260 000 adhérents.

UN FONCTIONNEMENT DEMOCRATIQUE	UNE REPRESENTATIVITE INSTITUTIONNELLE
<p>Au niveau du fonctionnement, la FGR-FP tient un congrès tous les 2 ans. Entre les congrès trois commissions exécutives nationales par an sont réunies. La C.E.N. est composée de 16 délégués nationaux élus par le congrès, 22 délégués régionaux, 4 délégués des syndicats les plus importants (SNUIPP, SNES, SE, Union SNUI-SUD Trésor Solidaires).</p> <p>Par ailleurs, à l'issue du congrès, trois groupes de travail assurent le suivi des motions revendicatives qui ont été votées au congrès et qui portent :</p> <ul style="list-style-type: none">— sur la fonction publique— sur la protection sociale— sur la fiscalité. <p>Ils se réunissent au moins deux fois par an entre 2 congrès.</p> <p>Au niveau local il existe des commissions régionales qui se réunissent au moins une fois par an et au niveau départemental outre l'AG annuelle, les commissions exécutives départementales se réunissent 3 à 4 fois par an</p>	<p>Au niveau national la FGR-FP dispose de 2 sièges au Comité National des Retraités et personnes âgées (CNRPA). Ce comité est saisi de tous les problèmes se rapportant aux retraités.</p> <p>Des représentants de la FGR-FP siègent au conseil d'administration de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés et au conseil supérieur du travail social.</p> <p>Au niveau départemental, la FGR-FP a des sièges dans les comités départementaux, les CODERPA. Ces organismes placés sous la présidence du Conseil Général ont un rôle important en particulier pour les maisons de retraite, et tout ce qui concerne les personnes âgées.</p> <p>Ces comités départementaux ont des activités plus ou moins importantes et ce en fonction de la volonté des présidents des Conseils Généraux.</p>

Le dernier congrès de la FGR-FP s'est tenu en juin 2010 à PAU. Les 400 délégués ont élu Annick MERLEN, secrétaire générale de la FGR-FP

Coordonnées

FGR-FP, 20 rue Vignon - 75009 PARIS

Vous pouvez consulter le site de la FGR-FP www-fgrfp.org et compléter ainsi les informations données ci dessus.

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires et la FGR FP

Présentation générale

En 1982, le Syndicat national unifié des impôts (SNUI) adhère à la FGR-FP (60 000 Adhérents). Cette adhésion a récemment été confirmée dans les articles des statuts de l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, syndicat issu de la fusion entre le SNUI à la Direction générale des impôts (DGI) et de SUD Trésor à la Direction générale de la Comptabilité publique (DGCP), fusion elle-même issue de la création de la Direction générale des finances publiques en 2008 résultant de la fusion administrative de la DGI et de la DGCP.

Depuis 1982 le comité de liaison des retraités du SNUI puis de l'Union (CLR) participe à la vie de la FGR-FP au niveau national en ayant un de ses représentants élu au congrès national de la FGR-FP en qualité de délégué national de la Commission Exécutive Nationale de la FGR-FP.

Avec plus de 2000 adhérents le CLR de l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires est, en nombre d'adhérents, le 4ème syndicat après le SE-UNSA; le SNES- FSU, le SNUIPP-FSU. Il dispose de droit à ce titre d'un siège au commission exécutive de la FGR - FP. Par ailleurs la FGR-FP a des sections départementales dans toute la France et de très nombreux militants du CLR sont membres des bureaux de ces sections locales.

Depuis 2007, l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires est également membre de l'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités de Solidaires (UNIRS), la nouvelle structure qui a été créée au sein de l'Union syndicale interprofessionnelle Solidaires. Celle-ci regroupe des syndicats récents qui n'ont pas encore tous organisé leurs retraités, le comité de liaison des retraités participe à la construction de l'UNIRS.

Coordonnées de l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires

Union SNUI-SUD Trésor Solidaires
80/82 rue de Montreuil
75 011 Paris

Tel : 01 44 64 64 44

Mel : union@snuisudtresor.fr

Site : <http://www.snuisudtresor.fr>